

L'émergence du salafisme est un signe des failles de notre société

samedi 5 mars 2016, par [KACI Mina](#), [KEPEL Gilles](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2016).

Entretien réalisé par Mina Kaci suite à la parution du livre « Terreur dans l'hexagone ».

L'association avec Antoine Jardin, spécialiste des comportements électoraux, était-elle indispensable pour décrire le djihad ?

Gilles Kepel : Il me semblait important de resituer des éléments de contexte, en particulier électoral, et comprendre l'évolution des votes, notamment après une expression massive en faveur de François Hollande, ou plus exactement contre Nicolas Sarkozy, en 2012.

Au scrutin législatif, 400 Français héritiers de l'immigration, principalement algérienne, s'étaient portés candidats, soit 8 % du total des candidatures, et une dizaine d'entre eux ont été élus.

Il fallait ensuite analyser la façon dont « le mariage pour tous » avait aliéné une partie du vote social en faveur de la gauche, et avait amené un certain nombre d'électeurs qui se définissaient comme musulmans à s'identifier à la droite, au nom de critères de conservatisme commun.

C'est ainsi que, lors des « manifs pour tous », défilaient des gens de l'association Fils de France de Camel Bechikh, porte-parole de cette manifestation, par ailleurs membre de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

Il fallait dans le même temps comprendre comment l'absence de traduction sociale des promesses du candidat devenu président, essentiellement la persistance du non-emploi, s'était soldée par une abstention massive des électeurs de Hollande. Je voulais qu'un expert de ces mouvements électoraux contribue à ce livre, de manière à ce que je me concentre, moi, sur mon domaine de travail.

En quoi ce que vous nommez « la troisième génération de djihadistes » diffère-t-elle des première et deuxième vagues ?

Gilles Kepel : En parallèle au processus d'intégration politique ostensible d'une population des banlieues écartée précédemment du jeu institutionnel, un mouvement souterrain se fait jour, lequel est accéléré par les mutations que connaît le djihadisme international.

Ce mouvement permet désormais l'existence d'un vrai recrutement en Europe, ce qui était marginal pour la première (celle du GIA en Algérie) et la deuxième (celle d'al-Qaida, en Afghanistan). Avec la stratégie de la troisième génération de djihadistes français, les actes terroristes doivent cibler, en priorité, le sol européen.

Cette stratégie émerge sous la plume de son penseur syrien Abu Musab Al Suri, fin connaisseur du Vieux Continent pour y avoir vécu de nombreuses années. L'Europe, selon lui, est le ventre mou de l'Occident. En 2005, il poste en ligne son Appel à la résistance islamique mondiale qui théorise cette stratégie et identifie dans la jeunesse héritière de l'immigration « mal intégrée » son instrument de prédilection.

La percolation entre les deux sphères, celle du djihad international avec celle du djihad en France, se fait avec la troisième génération de terroristes français. Si la première génération y échappe, la deuxième y est partiellement touchée, avec le GIA dont le djihad a certes débordé en France, mais il était destiné à faire pression sur les autorités françaises pour leur politique en Algérie. Le djihad n'était pas un enjeu endogène européen, comme c'est le cas avec la troisième génération.

Comment expliquez-vous le silence des autorités politiques sur l'appel d'Al Suri, alors que vous en avez parlé en 2008 ?

Gilles Kepel : Le phénomène a été ignoré car ils n'ont pas cru qu'un mouvement à la base pourrait fonctionner, obsédés qu'ils étaient par les mouvements pyramidaux, comme l'était al-Qaida, lequel imitait les services secrets.

Al Suri a misé sur une organisation horizontale pour mener son combat en visant les « apostats », les « islamophobes » et les juifs. Il fallait cibler des victimes auxquelles la société pouvait s'identifier, les politiques, discrédités, sont mis de côté. On a ainsi choisi Cabu, Wolinski, Charb, et des personnes de confession juive pour créer un soulèvement des uns et une réaction des autres, tentant de cette manière d'ouvrir grand la porte de la guerre civile. Al Suri ne perd pas son objectif d'aboutir à une guerre d'enclaves qui permettrait l'édification d'un califat construit sur l'effondrement de l'Europe.

N'est-ce pas alarmiste d'affirmer que le prix sera lourd à payer pour les politiques « désormais dépourvus de solution aux défis du djihadisme et frappés de mutisme devant les philippiques du FN dans ce domaine » ?

Gilles Kepel : Pas du tout. Le djihadisme français est emblématique d'un pays où l'islamisme et ses multiples usages politiques peuvent désormais devenir une importante variable d'ajustement électoral. Or la polarisation entre la kalachnikov du djihadisme et le « Je suis Charlie-Martel » du FN peut aboutir à la guerre civile espérée par Al Suri.

Les terroristes sont-ils des incultes en islam, comme l'affirment certains en France ?

Gilles Kepel : Il y a un vrai conflit sur cette question.

Comme Olivier Roy, il y a ceux qui estiment que nous vivons seulement une islamisation de la radicalisation. Selon ce politologue, aux Brigades rouges d'autrefois se substituent les brigades vertes. Pour lui, les djihadistes n'ont rien à voir avec le salafisme. Certains de ses disciples expliquent que cette doctrine constitue un rempart contre le terrorisme. Dans l'entretien paru le 29 septembre 2014 dans le Monde, Olivier Roy note : « Il faut d'autant moins internationaliser le conflit que Daech a avant tout une stratégie locale, qu'il tente d'étendre à tout le Moyen-Orient, mais son objectif n'est ni New York ni Paris. »

Alors que la messe est dite, les élucubrations coupées de la réalité continuent à circuler. Les idées d'Olivier Roy s'apparentent à des sophismes modernes, raison pour laquelle elles rencontrent du succès. Il justifie la paresse intellectuelle largement répandue sur cette question complexe. Tout le monde a l'impression de comprendre sans y avoir travaillé. Or, personne ne se rend en Syrie uniquement par le biais d'Internet. Cela passe par un réseau de pairs, par la progression du salafisme comme modèle de rupture en valeurs et culturelle. La porosité entre salafisme et djihadisme demeure grande, même si les salafistes affirment ne pas être violents. Culturellement, les djihadistes sont des salafistes. Parmi ces derniers, certains passent au combat armé, certains autres attendent les instructions de l'Arabie saoudite. Celle-ci pratiquait les accommodements avec ceux qui achetaient son pétrole, alors à 120 dollars le baril. À 27 dollars, il est possible qu'un certain nombre de cheikhs basculent dans la sympathie à l'égard de Daech et, ainsi, se débarrassent du régime saoudien. La réfutation des idées fausses, des sophismes et autres prénotions au sens de Durkheim, d'Olivier Roy et consorts est fondamentale. C'est un débat universitaire, un débat intellectuel, un débat éthique.

Comment expliquez-vous le déni des politiques sur l'idéologie islamiste qui se répand depuis des décennies ?

Gilles Kepel : La question de l'islamisme est si compliquée qu'il faut pour s'y atteler posséder un minimum de culture sur la région. Or, depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les études arabes ont été complètement détruites en France. À Sciences-Po, la filière dont je me suis occupé pendant vingt-cinq ans, laquelle formait des docteurs, des hauts fonctionnaires, des acteurs associatifs ou des

journalistes, a été fermée en décembre 2010.

Nous avons aujourd'hui un véritable déficit de compétences. Nous sommes également victimes, en France, d'énarques omniscients, estimant tout savoir alors qu'ils sont incultes. Quant aux politiciens, ils sont réduits à des astuces qui vont leur permettre de conclure des accords avec des organisations islamistes X ou Y supposées assurer la paix sociale.

Par quel cheminement une partie de la gauche dite radicale est arrivée à nouer des liens durables avec des associations islamistes mettant en avant le combat contre « l'islamophobie », un terme imposé au sein de l'opinion ?

Gilles Kepel : Le processus de porosité entre les discours islamistes et gauchistes est exprimé en 1994 par *The Prophet and the Proletariat*, de Chris Harman, leader d'un mouvement trotskiste britannique, qui estime possible de pactiser avec l'islamisme dans certaines circonstances.

Il trouvera sa prolongation en France avec l'engagement du Monde diplomatique et d'Alain Gresh, alors rédacteur en chef du mensuel, aux côtés de Tariq Ramadan au sein du Forum social européen (FSE) en 2003. Ramadan jouera un grand rôle dans ce rapprochement. Alors que la gauche traditionnelle n'arrivait plus à recruter la jeunesse, Ramadan participe aux divers rassemblements accompagné de ses adeptes de l'Union des jeunes musulmans, comprenant que cette alliance islamo-gauchiste était l'occasion espérée de pénétrer le système politique.

Dans cette perspective, les croyances de ces nouveaux alliés ne sont pas susceptibles d'être critiquées, sous peine de rompre les liens instaurés à grand-peine entre l'ex-avant-garde marxiste, dont les soutiens populaires propres ont disparu, et les masses paupérisées des banlieues, désormais inéluctablement islamisées à leurs yeux.

Le débat sur Charlie Hebdo pousse la rupture sur les valeurs au paroxysme. Ce journal satirique considère que la critique de la religion islamique est du même ordre que celle de la religion juive ou chrétienne. Alors qu'à l'autre bout du spectre, à l'image d'Emmanuel Todd, on estime que critiquer l'islam revient à cracher sur la religion des pauvres, des prolétaires. Or, il y a un hic dans ce raisonnement : une partie des islamistes n'a pas hésité à défiler lors des « manifs pour tous » avec des conservateurs et des réactionnaires.

Ces alliances entre intégristes et réactionnaires sont-elles un phénomène anecdotique sans conséquence sur la vie politique ?

Gilles Kepel : C'est un phénomène structurant, qui n'est pas dynamique en lui-même. Ceux qui, à gauche, pensaient que le vote des citoyens de confession musulmane leur était acquis, savent désormais que le comportement électoral de ces Français a changé. Un nombre important de municipalités de Seine-Saint-Denis ont basculé à droite. Le département compte à présent une majorité de mairies gérées par la droite, soit 21 contre 19. Les fortes mobilisations contre le mariage pour les homosexuels étaient en adéquation avec la persistance du chômage. Et c'est là que la rupture qui se transforme en valeurs salafistes a un boulevard devant elle.

Que faire ?

Gilles Kepel : Nous avons trois types de défis à relever en France :

- le défi de connaissance, d'abord de police et de renseignement, lesquels ont raté la mobilisation culturelle djihadiste de la troisième génération ;
- le défi de l'inclusion sociale, car l'émergence du salafisme et celle du terrorisme sont des signes des failles de notre société ;
- le défi culturel. On ne doit pas accepter que les salafistes soient les porte-parole hégémoniques de la population de culture musulmane. On doit refuser le chantage à « l'islamophobie ».

P.-S.

* Article paru dans l'Humanité le 26 février 2016

<http://www.humanite.fr/gilles-kepel-lemergence-du-salafisme-est-un-signe-des-failles-de-notre-societe-600349>

* Gilles Kepel anime le séminaire « violence et dogme » à l'École normale supérieure et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont les plus récents sont *Passion française* (2014), *Passion arabe* (2013) et *les Voix des cités* (2014) aux éditions Gallimard. Plusieurs de ses livres font référence au monde musulman contemporain, *Quatre-vingt-treize* (2012), entre autres, chez le même éditeur. Dans *Terreur et martyr* (2008), chez Flammarion, il décrypte l'appel du penseur syrien Abu Musab al Suri.